



Arras, le 16 avril 2014

Communiqué de presse

Les agents des finances publiques du Pas de Calais mobilisés pour la défense des emplois et du service public

30% des agents de la Direction générale des finances publiques (DGFIP) étaient en grève ce jeudi 20 mars 2014 à l'appel de l'intersyndicale Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO-DGFIP et CFDT Finances Publiques. Cette journée de grève et de manifestations avait pour objectif de défendre un service public essentiel au fonctionnement de l'action publique qui a payé un très lourd tribut en matière d'emplois (30 000 postes ont été supprimés depuis 2002) et de conditions de travail (car dans le même temps, la charge de travail a explosé, tout comme sa complexité).

Les agents de la Direction Départementale des Finances Publiques du Pas de Calais ont très largement pris part à ce mouvement de mécontentement puisque 43 % d'entre eux étaient grévistes.

Le 20 mars, 17 sites sur le département étaient fermés, de très nombreuses résidences ont connu des taux de grévistes exemplaires : Bruay la Buissière 67 %, Lens 73,86 %, Béthune et Boulogne plus de 60 %, Henin Beaumont 74 %... deux bus sont partis du Pas de Calais pour rejoindre le cortège parisien.

Malgré cette mobilisation massive du 20 mars, les agents du Pas de Calais estiment qu'ils n'ont été entendus ni du ministre, ni de leur direction locale. Aussi, ils sont décidés à se saisir de tous les moyens d'actions possibles pour :

- L'arrêt immédiat des suppressions d'emplois dans un ministère aux missions régaliennes,
- Préserver un vrai service public au service de ses usagers, simples citoyens mais aussi élus,
- Stopper la dégradation de leurs conditions de travail.

En effet, le discours ministériel demeure désespérément inchangé. Justifiant le « pacte de responsabilité » et la recherche d'économies budgétaires, le Ministre de l'économie a même clairement laissé entendre que les suppressions d'emplois et la baisse des moyens budgétaires se poursuivront à la DGFIP.

Les personnels constatent que la mise en place de la Modernisation de l'Action Publique (MAP) poursuit et amplifie les objectifs de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP). Ils en exigent l'arrêt immédiat. De la même manière, ils exigent l'abandon immédiat de la démarche stratégique (déclinaison de la MAP à la DGFIP) qui ne vise qu'à faire des économies par le démantèlement du réseau au détriment des missions et donc des emplois.

Le retour à l'équilibre budgétaire ne peut s'accomplir sans assurer les recettes de l'Etat, or nous n'avons plus les moyens humains et budgétaires pour travailler correctement et assurer ces recettes. Sur l'autel des économies budgétaires, rien ne sert de baisser les dépenses, si l'Etat lui-même se coupe les bras pour assurer les recettes primordiales à cet équilibre budgétaire.

Les agents des finances publiques ont décidé de se réunir le jeudi 17 avril pour faire part de leur mécontentement et de leurs revendications et rétablir un véritable service public au service de tous.

Nous nous réunirons nombreux devant la Direction Départementale des Finances Publiques du Pas de Calais, Place Foch à ARRAS à partir de midi.

Défendre les finances publiques c'est aussi sécuriser les ressources de la nation.